



# LA NATION

Bimensuel de la Ligue vaudoise fondé en 1931

SI QUA FATA SINANT

Fr. 3.50 / Abonnement annuel: 85.- / étudiants: 37.-

## Contre l'impossible roman noir vaudois

Des enquêtes de l'inspecteur Perin, par Michel Bory, à celles de l'inspecteur Auer de Marc Voltenauer, en passant par *Demi-sang suisse* de Jacques Etienne Bovard, le Pays de Vaud ne manque pas de littérature policière. Pour autant, les lettres vaudoises ne connaissent pas, ou peu, de romans noirs. Ne s'agit-il pas de la même chose, me demandez-vous?

Les romans policiers voient un chevalier blanc rétablir un ordre harmonieux perturbé par un événement extérieur. Sherlock Holmes et Hercule Poirot sont les modèles indétrônables de ces héros du bien et de la vérité.

Le roman noir adopte la perspective inverse. Le sceau du désordre y marque irrémédiablement le monde et des (anti-) héros tentent en vain d'apaiser une société violente, opaque et écrasante. Histoires d'amour, retrouvailles familiales ou amitiés préservées y sont autant de marques d'espoir, mais ne propagent aucune illusion réformatrice. Cette différence de structure entre les deux genres débouche sur une différence métaphysique.

Né dans l'Amérique de la Grande dépression, ressuscité dans la France d'après 68 – on parle alors du *néopolar* –, le roman noir se préoccupe aisément des déclassés de la société de consommation: la fille d'ouvrier radicalisée par la mort de son père à l'usine, le gitan magouilleur qui hante les bidonvilles de banlieues, le fils de paysan breton devenu flic pour fuir la misère. Le genre semble de gauche, ou d'extrême-gauche, d'autant que les maîtres du néopolar français – Fajardie, Manchette, Daeninckx, Leroy... – y ont leurs tripes. Mais cette littérature appelle à sortir du trop étroit clivage entre collectivisme et libéralisme. L'engagement royaliste d'un A.D.G. va dans ce sens. Cousin moins sociologique du roman noir, le roman d'espionnage rétablit l'équilibre.

Le schéma narratif de la cavale meurtrière y est récurrent. Le bras de fer s'engage souvent avec un Etat brutal et anonyme, preuve des penchants libertaires de cette littérature. Si elle joue presque toujours un rôle, l'autorité politique est lointaine, relayée par des commandos de la mort, des

brigades parallèles ou des conseillers occultes.

Que le genre ait connu une renaissance dans la France des Trente Glorieuses ne surprend pas. La V<sup>e</sup> République dissimule mal ses bas-fonds derrière les ors de ses palais. Les barbouzeries africaines des anciens de l'OAS, les manches de pioches des services d'ordre des syndicats, les magouilles mafieuses des partis, la violence de groupuscules extrémistes fréquentés par de futurs cadres politiques durant leurs études, révèlent une compromission permanente de l'Etat avec les forces d'en bas, un recours ordinaire aux zones les plus grises de l'Etat de droit. La mort ce week-end à Lyon d'un jeune identitaire sous les coups de militants antifas en témoigne encore.

Le genre romanesque a pour mission de se glisser dans les interstices laissés par les livres d'histoire, de psychologie ou de politique. Pour sa part, le roman noir parle de l'homme concrètement acculé à la fine barrière qui sépare, en toute chose, la civilisation de la barbarie.

On dit que les peuples heureux n'ont pas d'histoire. N'auraient-ils pas non plus de romans noirs? En littérature vaudoise, l'espace demeure à peu près vide entre les obscurités campagnardes poisseuses de Chessex – le dernier *prix Rambert* était encore dans cette veine – et des romans policiers qui ressemblent trop souvent à des guides touristiques. Le genre souffre de la conviction populaire que de telles histoires, invraisemblables dans notre pays de cocagne, fleurent bon la métropole éloignée. On pense chez nous que tout le monde est ami, les autorités proches du peuple et les fonctionnaires scrupuleux. Ces préjugés ont du vrai, heureusement. Mais les ressorts du roman noir sont universels et les mœurs sont fragiles. En démocratie, où la prise et la conservation du pouvoir sont un enjeu permanent, il y a toujours des voiles à soulever.

La violence politique se passe très bien du sang. Depuis quelques mois la matière ne manque d'ailleurs pas. Une plume la saisira-t-elle?

Félicien Monnier

## Loi sur le Grand Conseil

### La Ligue vaudoise répond à la consultation

Le Grand Conseil souhaite réformer son organisation. La commission en charge du dossier a récemment mis en consultation son projet de révision de la Loi sur le Grand Conseil (LGC). Il prévoit de nombreuses modifications, concernant la forme et le suivi des objets parlementaires, l'organisation des débats en séance plénière, ainsi que pour certains organes et moyens du parlement.

Plusieurs problématiques sont à l'origine de ce projet, notamment le retard pris par le Conseil d'Etat dans ses réponses aux interventions parlementaires, ainsi que l'allongement des débats et prises de parole. La volonté de renforcer le parlement et les commissions se révèle également.

Si des problèmes existent, de grandes améliorations pourraient toutefois avoir lieu sans modification légale, notamment par une meilleure discipline. Le projet de loi illustre aussi certaines tensions ou méfiances entre parlement et gouvernement, sans assurer une amélioration. Sans compter que de telles défiances sont consubstantielles à l'activité parlementaire, confusion permanente d'intérêts, d'idéologie et d'enjeux électoraux.

Du projet mis en consultation, la Ligue vaudoise critique deux aspects

susceptibles d'aggraver ces déviations. D'abord, la volonté de renforcer le rôle des groupes politiques au sein du parlement, et ainsi l'importance des partis politiques. Fidèle à sa doctrine, la Ligue vaudoise s'oppose aux divisions partisanes qui nuisent à la poursuite du bien commun du Canton. De telles dispositions ne doivent par conséquent pas voir le jour.

Ensuite, la Ligue vaudoise regrette qu'aucune mesure du projet actuel ne prévoit de lutter contre l'augmentation continue du nombre d'interventions parlementaires. Cette évolution fait gonfler la législation, les tâches de l'administration et l'ordre du jour parlementaire. Dans cette optique, parmi les différentes propositions de la Ligue vaudoise, se trouvent celles d'instaurer un contrôle de la redondance des interventions qui n'apportent rien au fond des débats, ainsi que de limiter les dépôts lors des années électorales, afin d'éviter les interventions à vocation électoraliste.

La prise de position complète de la Ligue vaudoise est disponible sur notre site internet [www.ligue-vaudoise.ch](http://www.ligue-vaudoise.ch)

La Ligue vaudoise

## Subsides à prendre sous la loupe

L'Etat de Vaud, plus généreux en matière sociale que la plupart des Cantons, subventionne les personnes dont la prime d'assurance-maladie de base dépasse 10% du revenu. Mais quel revenu? Lorsque l'intéressé travaille à temps partiel par confort personnel et que sa paie diminue d'autant, le subsidie n'a plus sa raison d'être, en tout ou en partie.

Le député Fabrice Moscheni a demandé au Conseil d'Etat combien de bénéficiaires du subsidie travaillent à temps partiel. La réponse est donnée sur la base d'un sondage assez restreint: quelque 700 cas, alors que le nombre des bénéficiaires est de 224 000. De ce pointage, il ressort

que les personnes travaillant à 95-100% (et pas 100%...) sont «très largement majoritaires», à raison de 70%. Cela fait tout de même plus de 30% qui travaillent à temps partiel. Une règle de trois indique que, sur l'effectif total, cela pourrait faire au moins 75 000 personnes: quinze brigades! Et parmi les 30%, les demandes refusées atteignent à peine 5%...

On peut comprendre que la pratique administrative soit bienveillante lorsque le travail à temps partiel s'impose du fait de certaines contraintes. Est-ce le cas pour 60 000 assurés?

J.-F. Cavin

### Votations du 8 mars

|  |            |
|--|------------|
| 1A Initiative populaire «Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces et billets» | OUI        |
| 1B Contre-projet direct  | OUI        |
| 1C Question subsidiaire  | Initiative |
| 2 Initiative populaire «200 francs ça suffit!»   | OUI        |
| 3 Initiative populaire «Pour une politique énergétique et climatique équitable (fonds climat)»           | NON        |
| 4 Loi fédérale sur l'imposition individuelle   | NON        |

## L'empire se meurt

L'actualité internationale s'enchaîne à un rythme effréné où l'intelligence peine à discerner une quelconque logique. Au lieu de s'enfermer dans des remous superficiels, Emmanuel Todd nous propose, dans un récent entretien chez *Elucid. media*<sup>1</sup>, de plonger dans les tendances de fond du temps long.

### Le déclin de l'empire

La grande tendance actuelle est l'effondrement de l'empire américain. Ses croyances, valeurs et idéaux sont contestés : le consensus de Washington en économie – libre-échange, libéralisations, privatisations, etc. –, les droits de l'homme, la démocratie libérale, les droits des minorités plus récemment, le dépassement de la nation.

D'autres puissances émergent. L'empire se resserre sur trois pôles : l'Amérique, l'Europe et l'Asie de l'Est. Là, il peut encore garantir son contrôle et cherche à le renforcer dans la crainte du reflux – d'où des pressions sur les pays européens ou des interventions en Amérique latine. Le besoin de contrôler un certain nombre de ressources devient vital pour assurer le niveau de vie des Américains, auquel

ils ne souhaitent pas renoncer mais qui commence déjà à diminuer.

### Le cœur

Une partie des autorités américaines semble être consciente de la situation. La question reste ouverte de savoir si le pouvoir américain tentera de maintenir tout son empire ou acceptera un recul, et alors dans quelles proportions. Toutefois, le cœur de l'empire dépend de la production de la périphérie – notamment industrielle – et ne peut donc pas abandonner sa domination.

Les Etats-Unis ont tenté le protectionnisme, mais l'essai semble intervenir trop tard, quand ils n'ont plus les moyens de se réindustrialiser, notamment par manque d'ingénieurs. La guerre commerciale avec la Chine a paru tourner court, celle-ci étant peu dépendante des Etats-Unis.

Ces derniers doivent se dégager de la guerre en Ukraine, n'ayant pas les moyens industriels de tenir l'affrontement avec la Russie. Mais ce retrait doit être discret, car il s'agirait de la première défaite stratégique américaine, révélant leur faiblesse. Dans ce but, le regain de bellicisme des pays européens en soutien à l'Ukraine est une aubaine.

Les Américains se livrent aussi à des actions périphériques, là où ils peuvent apparaître plus forts – autour d'Israël, contre l'Iran, ou au Nigeria. Les méthodes, comme au Venezuela, évitent l'envoi de troupes et se rapprochent de la guérilla, évitant la mort de soldats américains mais révélant aussi une certaine faiblesse. Todd parle de « nano-militarisme théâtral ».

Sur le plan intérieur, les Etats-Unis sont en proie à des troubles, voire au risque de déchirement civil.

### Les périphéries

Plusieurs pays de la côte pacifique de l'Asie étaient solidement intégrés à l'empire (Japon, Corée du Sud ou Taïwan). Pour certains ils le sont encore. D'autres semblent basculer vers la Chine, en un grand bloc est-asiatique.

L'Europe ne sait plus quoi faire, abandonnée par son maître américain, ne comprenant pas que l'empire s'achève. Au contraire, elle s'enfonce dans les idéaux mourants comme le dépassement de la nation ou le libre-échange. Toutefois, des différences apparaissent entre pays, ou entre la population et les autorités politiques.

### Après l'empire?

La chute est-elle irréversible? La désindustrialisation et l'individualisme des Etats-Unis incitent Todd à l'affirmative. L'Asie reprendra sans doute sa place historique de centre économique mondial.

La pression des Etats-Unis sur les pays européens risque de poursuivre. Ceux-ci s'enfonceront-ils avec le cœur de l'empire ou s'en détacheront-ils, économiquement et dans leurs valeurs, profitant de l'occasion? Une forme de renaissance pourrait être tentée. La question d'un possible renouement avec la Russie se posera aussi.

Les choix de l'Europe pèseront sur la Suisse. Doit-elle suivre ses voisins? Rechercher une proximité avec le cœur américain? Les attaques contre le secret bancaire puis les taxes douanières montrent que les Etats-Unis ne nous veulent pas que du bien. Un équilibre entre les blocs pourrait aussi être recherché, tout comme une limitation des dépendances. Le choix est probablement encore à trancher.

**Benjamin Ansermet**

<sup>1</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=WEPf7kmezFM>

## Rapprocher économie et société

Les liens se distendent depuis quelques années entre société civile et monde économique. On peut l'observer notamment lors de certaines votations populaires, mais aussi à la lecture des médias ou des commentaires laissés sur les réseaux sociaux. Ainsi, le regard porté par la population du pays sur les entreprises est le plus souvent critique, ces dernières étant considérées au mieux comme un mal nécessaire, au pire comme des escrocs en puissance. Le mépris des bénéficiaires et du profit gagne du terrain tandis que sont ignorées les contributions des entreprises à la prospérité générale sous forme d'emplois, de salaires et de cotisations sociales, voire de mécénat.

En parallèle, il est de bon ton d'opérer une division entre les divers acteurs économiques, non sans sombrer dans un certain manichéisme. Evolution bien contemporaine, le camp du bien fait ainsi face à celui du mal ou du condamnable. On opposera dès lors volontiers commerce local à commerce international, PME à grandes entreprises, économie circulaire à économie importatrice, activités propres à activités polluantes ou génératrices de CO<sub>2</sub>.

L'individualisme triomphant qui s'est répandu dans nos sociétés occidentales depuis les trente glorieuses conduit à une évolution considérable des valeurs de la jeune génération : alors que les générations précédentes plaçaient la réussite professionnelle sur un piédestal, c'est aujourd'hui l'équilibre entre le travail et les loisirs qui prime, en tout cas parmi les jeunes adultes. Le travail n'est plus un but en soi, mais uniquement un moyen de d'atteindre cet équilibre. L'explosion du travail à temps partiel en est une expression. « Gagner (un petit peu) moins pour vivre plus » semble être l'un des crédos de cette génération pour la-

quelle aller vers la « décroissance » ne semble plus tabou, sans d'ailleurs que les conséquences concrètes d'une telle voie lui apparaissent clairement. On remarquera que cette évolution est parallèle à l'élévation du niveau de vie et des salaires et se manifeste surtout chez les individus à l'abri du besoin.

### Les facteurs de désaffection

Les causes de cette désaffection sont multiples. Parmi ceux-ci, on relèvera que l'école ne transmet plus les notions économiques de base aux élèves. Ceux-ci ne connaissent plus les mécanismes élémentaires qui sous-tendent et animent une économie de marché, ni comment la richesse est créée. De ce fait, une partie grandissante de la société est incapable de mesurer les conséquences économiques des décisions prises aux différents échelons politiques, décisions qui se prennent alors sur la base d'émotions au lieu de reposer, comme cela devrait être le cas, sur des éléments factuels et pragmatiques. Corollaire de ce constat : le processus politique est aujourd'hui beaucoup plus exposé aux tentatives de manipulation des esprits qu'il ne l'était dans les précédentes décennies.

L'apparition récente d'activités économiques virtuelles ne vient pas simplifier la donne. Faute de lien concret avec une part toujours plus importante des activités économiques, la compréhension se distend à mesure que l'économie réelle ou de proximité tend à se restreindre. Si l'on apprécie – et encore – son boulanger ou son coiffeur, on apprécie tout autant, voire plus, les sites internet d'entreprises de grande distribution qui permettent de satisfaire ses envies immédiates de consommation. En outre, on constate tous les jours que l'économie des services se déshumanise progressivement : obtenir au bout du fil ou en face de soi

un être humain sera bientôt une vue de l'esprit. En parallèle, l'émergence des mastodontes dont le modèle économique repose sur l'informatisation de la société – Google, Meta etc. – éloigne toujours plus cette économie virtuelle des individus.

La gauche s'est approprié la protection de l'environnement pour construire un narratif politique destiné à effrayer la population, dans le but de lui faire accepter des mesures qu'elle a pourtant toujours refusées par le passé. On jette par ailleurs le discrédit sur l'ensemble de l'économie privée, en martelant l'image de travailleurs aliénés du 19<sup>e</sup> siècle, alors que le travail, dont le rôle social et structurant est évident, n'est aliénant que pour une minorité d'actifs. Le « *storytelling* » de la gauche est alimenté par une multitude d'études et d'instituts universitaires – désormais chasse gardée des forces « progressistes » – émergeant au budget de l'Etat ; la caisse de résonance médiatique fait le reste.

### Quels remèdes?

Peut-on infléchir ce qui apparaît dorénavant comme une tendance lourde? Quelques pistes peuvent être envisagées. Tout d'abord en remettant à l'honneur l'enseignement des simples mécanismes économiques de base pour les plus jeunes ainsi que celui de l'histoire des théories économiques et des enjeux de type économique. Les médias généralistes pourraient aussi jouer leur rôle en décryptant, sans lunettes

idéologiques, les évolutions et les tendances. Ensuite, on doit admettre qu'il manque dans le paysage politique suisse contemporain une véritable « pensée économique de droite » ainsi que le courage de la mettre en valeur. Ce manque de repères intellectuels se ressent également dans la pratique, à mesure que de nombreux conservateurs semblent se convaincre qu'une intervention accrue de l'Etat est nécessaire pour résoudre les problèmes qui apparaissent, contribuant ainsi à l'étatisation croissante de la société. On ne peut dès lors qu'appeler de ses vœux l'émergence (ou plutôt la résurrection) d'instituts ou de facultés qui se distinguent de la doxa actuelle imprégnée d'idées gauchisantes et qui favorisent l'approche plurielle des phénomènes économiques. L'institut lucernois pour la politique économique (IWP) paraît bien seul dans le paysage actuel.

Les nombreux atouts d'une économie ouverte telle que celle de la Suisse méritent d'être mieux mis en valeur. Subtil équilibre entre économie d'exportation et marchés locaux, entre centres de recherche, progrès technologiques et savoir-faire appréciés, elle impressionne par une résilience hors du commun. Elle apporte ainsi une contribution essentielle à la prospérité du pays, même lorsque les facteurs extérieurs sont défavorables (on pense à la constante appréciation du franc par rapport au dollar ou à l'euro).

**Jean-Hugues Busslinger**

## Entretiens du mercredi

Prochain rendez-vous :

4 mars : **Les Suisses de Bonaparte, dans la tourmente des guerres impériales.**  
Avec M. Johan Vaucher, historien et archéologue.

Place du Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne, à 20h.  
[www.ligue-vaudoise.ch/mercredis](http://www.ligue-vaudoise.ch/mercredis)

## Que reste-t-il aux souverainistes ?

Les nations, en particulier occidentales, sont soumises à deux tendances opposées. La première est la mondialisation, progressiste et conquérante, qui avance sous la triple bannière de la liberté individuelle, du progrès technique et du marché libre. La seconde est l'enracinement, une tendance identitaire, intime, conservatrice, qui traduit en mœurs et en institutions le besoin vital de toute personne humaine d'appartenir à une communauté structurée, à une terre délimitée, et à une histoire collective.

L'enracinement est d'ordinaire discret. Il réagit néanmoins, parfois brutalement, quand la tendance mondialisatrice le nie durablement, ce qui est le cas depuis plusieurs décennies. Les succès électoraux des partis populistes sont l'aspect le plus spectaculaire de cette réaction.

Notons que le discours populiste lui-même peut être vecteur de mondialisation. On le voit quand les populistes de tous les pays s'unissent pour se soutenir et s'entre-féliciter de leurs réussites électorales. Cette oxymorique « internationale des nationalismes »,

ou, comme on disait parfois, cette « internationale blanche », est l'éternelle tentation des démocrates nationalistes.

Le retour en grâce de l'enracinement ne bloque pas, ni même ne freine le courant mondialiste. Les économies nationales continuent de s'interpénétrer. La fabrication du moindre produit fait appel à des sous-traitants du monde entier. Les entreprises industrielles, commerciales et financières avalent les petites, fusionnent avec les grandes et, rompant toute attache avec un lieu quelconque, délocalisent au gré des fiscaux nationaux et des coûts de la main-d'œuvre. Les normes juridiques nationales s'alignent sur le canevas standard des droits de l'homme. Les frontières s'abaissent. Un anglais basique se substitue partout aux langues nationales.

La mondialisation se prévaut de son universalisme. Mais c'est un universalisme tronqué, car il n'aborde les êtres et les choses que sous l'angle matériel des chiffres statistiques et des bilans financiers. En fait, la mondialisation

commence dans nos têtes, avec ce préjugé utilitariste qui nous induit à tout unifier, à tout centraliser et à tout étatiser. Elle se présente comme l'aboutissement inévitable – heureux ou malheureux, peu importe – du progrès.

Il n'est d'ailleurs pas facile, ni même toujours possible de se priver des facilités de la mondialisation, fût-ce au nom de l'enracinement.

La marche en avant de la mondialisation semble inévitable; mais il n'empêche que l'enracinement restera un besoin vital de l'homme aussi longtemps que celui-ci sera pourvu d'un corps et qu'il lui faudra un espace pour exister et se défendre.

Tels qu'ils se présentent, la mondialisation et l'enracinement semblent irréconciliables. On peut dès lors craindre que la mondialisation ne finisse en désordre universel et que l'enracinement ne subsiste que dans les catacombes, avec quelques rescapés nostalgiques et blafards qui en entretiendront le souvenir.

Ce qui est absurde, c'est que l'opposition entre l'enracinement et l'universel vient d'une compréhension insuffisante de l'un et de l'autre. Nous ne nous laisserons jamais de répéter aux universalistes que l'enracinement n'est pas le contraire de l'universel, ni sa prison, mais sa matrice et son support. Et nous ne nous laisserons pas davantage de faire valoir auprès des populistes que l'universel n'est pas l'ennemi du

particulier, mais son aiguillon et sa finalité. Chacun apporte à l'autre un complément d'humanité.

On peut désespérer. On peut aussi se dire que les choses ne vont jamais « de plus en plus »; que les retombées négatives de la mondialisation sur l'environnement, l'immigration et la sécurité lui mettront un frein, voire l'inverseront; que les internationales du mal, narcotrafic ou pédocriminalité, susciteront une reprise en main des pouvoirs nationaux; que dans un avenir proche, une pensée autre que l'actuel rationalisme matérialiste nourrira l'esprit de tout un chacun. L'avenir n'est pas fait.

Quoi qu'il en soit, il importe de combattre la mondialisation partout où elle déracine la société humaine. Il faut le faire sur le plan des idées, ne pas cesser de mettre en lumière les erreurs philosophiques qui l'inspirent et les erreurs politiques qu'elle engendre.

Mais le combat principal est ailleurs. Plus qu'à l'idée de pays, c'est au pays lui-même, à son propre pays qu'il faut consacrer toute son énergie politique, renforcer ses institutions, exiger le meilleur de ses autorités, entretenir ses mœurs par l'exemple, réapprendre son histoire et la rattacher à l'actualité, donner sens et efficacité à ses frontières, défendre sa souveraineté, refuser les traités trop vastes et trop imprécis pour ne pas avantager les signataires les plus forts. C'est ce qu'on peut faire de plus utile. Pour le reste, on verra.

Olivier Delacrétaz

## Oui à l'argent liquide

De nombreuses personnes craignent la disparition de l'argent liquide, considérant la vitesse avec laquelle celui-ci se raréfie dans les paiements courants. Cette crainte est renforcée par les théories d'une petite élite technocratique prônant ouvertement l'avènement d'une société sans cash, où l'État pourrait mieux lutter contre la fraude fiscale et contre les activités illicites.

La disparition de l'argent liquide entraînerait des problèmes pratiques, notamment l'impossibilité d'effectuer le moindre paiement en cas de dysfonctionnements informatiques, de coupure des réseaux de transmission ou simplement de panne d'électricité. Cela impliquerait aussi, plus fondamentalement, qu'on n'aurait plus la liberté de vendre et d'acheter quoi que ce soit sans être tracé ou traçable.

La peur d'une disparition des pièces et des billets doit pourtant être nuancée. Les théories sur la société sans cash restent des théories, et une grande majorité de la population est attachée à l'argent liquide. Si celui-ci est moins employé pour les paiements courants, il reste en revanche très prisé en tant que réserve de valeur: de nombreuses personnes conservent des sommes d'argent plus ou moins importantes en espèces, chez elles ou dans des coffres de banques.

Dans ce contexte, une initiative populaire intitulée « L'argent liquide c'est la liberté » a été déposée en 2023. Elle est soumise au vote populaire le 8 mars prochain. Elle demande d'ajouter ces deux phrases à l'article 99 de la Constitution fédérale: *La Confédération veille à ce que pièces de monnaies ou billets de banque soient toujours disponibles en quantité suffisante. Le remplacement du franc suisse par une autre monnaie est soumis au vote du peuple et des cantons.*

Le Conseil fédéral, approuvant le but recherché mais estimant la formulation juridiquement inadéquate, a élaboré un contre-projet direct. Les

deux phrases ajoutées à l'article 99 Cst seraient alors les suivantes: *La monnaie suisse est le franc. La Banque nationale suisse assure l'approvisionnement en numéraire.*

Les auteurs de l'initiative ont refusé de retirer cette dernière et les deux textes sont donc présentés au vote populaire, avec une question subsidiaire destinée à les départager au cas où ils réuniraient tous deux une majorité.

Les garanties demandées par ces deux textes sont déjà présentes dans la législation actuelle. L'article 5 de la loi sur la Banque nationale indique que celle-ci « assure l'approvisionnement en numéraire », et l'article 1 de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement affirme que « l'unité monétaire suisse est le franc ». Tant l'initiative que le contre-projet visent donc à remonter ces garanties au niveau constitutionnel, pour s'assurer qu'elles ne soient que difficilement modifiables. Cet objectif n'est pas véritablement contesté, même par ceux qui n'y voient pas de nécessité impérieuse: que l'on redoute une menace imminente sur l'argent liquide, ou que l'on soit simplement attaché au maintien de ce dernier, l'idée d'inscrire ces éléments fondamentaux dans la Constitution est parfaitement défendable.

Il reste donc à choisir entre l'initiative et le contre-projet. On se dispute ici pour savoir s'il appartient à la Confédération ou à la Banque nationale de fournir pièces et billets... Ou si le terme « numéraire », utilisé dans les textes officiels pour désigner l'argent liquide, ne pourrait pas, dans le futur, désigner autre chose. Le débat est surtout imprégné de la méfiance que les auteurs de l'initiative vouent à l'égard de l'autorité qu'ils sollicitent. Nous voterons deux fois OUI, avec préférence à l'initiative, à l'énoncé plus précis que celui du contre-projet.

Cédric Cossy

## Le fonds climat: où s'arrête le rôle de l'Etat ?

Soumise au vote le 8 mars, une initiative de la gauche propose la création d'un fonds climat fédéral destiné à accélérer le développement des énergies renouvelables et à renforcer la protection de la biodiversité. Quoique ce fonds puisse aboutir à une meilleure autonomie énergétique de la Suisse, les moyens voulus par l'initiative soulèvent d'autres problèmes, tant financiers qu'institutionnels.

La Confédération n'est pas inactive en matière de politique climatique. Elle consacre déjà près de 2 milliards de francs par an à la transition énergétique, auxquels s'ajoutent environ 500 millions pour la biodiversité. Sur le plan cantonal, le Grand Conseil vient d'adopter une loi sur l'énergie faisant la part belle au renouvelable. Créer un nouveau fonds reviendrait donc moins à combler un vide qu'à empiler des instruments, au risque de fragiliser ceux déjà mis en place.

De plus, ce fonds ne dispose d'aucune source de financement claire. Pour couvrir des dépenses annuelles estimées à plusieurs milliards, des hausses d'impôts seraient inévitables. Selon le Conseil fédéral, la TVA devrait augmenter jusqu'à 2,5 points, soit la plus forte hausse depuis son introduction, ou l'impôt fédéral direct grimper jusqu'à 28%. L'initiative prévoit aussi de soustraire le fonds climat au frein à l'endettement. Chaque année, jusqu'à 10 milliards de nouvelles dettes pourraient être contractées, pour un total pouvant atteindre 200 mil-

liards d'ici 2050. Enfin, un fonds climat pourrait absorber jusqu'à 10% du budget fédéral. Cet argent manquerait alors pour d'autres missions, toutes aussi essentielles, de la Confédération: défense, santé, infrastructures ou politique sociale.

Au fond, la question est aussi celle du rôle de l'Etat. Toutes les causes, ne peuvent ni ne doivent être prises en charge par des fonds étatiques centralisés. L'Etat doit avant tout fixer un cadre stable et incitatif, permettant /au pays réel, aux entreprises et aux collectivités locales d'agir efficacement. Plutôt qu'un fonds climat démesuré, il faut des solutions ciblées, fondées sur des instruments éprouvés et compatibles avec une politique financière responsable. Et chacune de ces solutions doit être prise en charge par les acteurs les plus à même de les mener à bien, la Confédération n'étant pas la solution à tout.

Quentin Monnerat

## LA NATION

Rédacteur responsable  
Cédric Cossy

Edition  
Ligue vaudoise  
Pl. Grand-Saint-Jean 1 / 1003 Lausanne

Tél. 021 312 19 14  
(le lundi de 8h30 à 12h30 et de 13h à 14h)

courrier@ligue-vaudoise.ch  
www.ligue-vaudoise.ch  
IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

## Sidérant? Et vlan!

Dans *La Nation*, les rédacteurs en chef invitent parfois les auteurs d'articles à biffer maints adjectifs.

Il faut dire que cette espèce grammaticale prolifère dans la presse, notamment les adjectifs terminés par la syllabe *-ant*. La plupart dérivent d'un participe présent et héritent du dynamisme verbal: *délinquant, scintillant, étonnant, sidérant*. Il ne s'agit pas de «mauvais français», mais l'omniprésence des qualificatifs en *-ant* fatigue l'œil et l'oreille.

Pour une raison qui nous échappe, ils abondent dans les papiers culturels, la critique littéraire, musicale ou cinématographique. Le dernier magazine consacré à la musique classique, *Diapason*, dans une discographie comparée de la *Rhapsodie hongroise no 2* de Liszt, s'emballe: un des morceaux les plus *captivants* du romantisme... une grâce naïve et *exubérante*... un *vibrant* corpus... d'*arrogantes* notes répétées deux fois... une *impressionnante* cadence... une facilité *déconcertante*... des pages *fascinantes*... une puissance *rugissante*... une pâte sonore *envoûtante*... une auto-

rité *rayonnante*... un piano qui explose en déflagrations *ionitruantes*... une conclusion *brillante*... un Lasser irrésistiblement *attrayant*... les *miroitantes* facettes d'une virtuosité *fulgurante*, gagnant le surnaturel... une justesse d'expression *constante*... un Liszt *fascinant*.

Dans *24 heures* des 10, 11 et 12 février, nous tombons sur l'annonce *fracassante* de la fermeture de l'usine saint-preyarde... une affaire *retentissante*... une situation *préoccupante*... des responsabilités *croissantes*... une approche *non-jugeante*... une situation *traumatisante*, d'autant plus *frustrante*... un loup *déviant*... une utopie *agissante*... l'évocation *puissante* et joyeuse de populations latines... un mutisme *ahurissant*... une scène *bouleversante*... des rendements *mirobolants*... une petite voix *grinçante*... une protagoniste délaissée puis *triomphante*... un film *prenant* et franchement *divertissant*... une logorrhée tantôt vindicative tantôt *suppliante*... le destin drôle, *piquant* et *émouvant* d'une mère égocentrique et *envahissante*.

Quelques adjectifs en *-ant* sont, comme on dit, «incontournables»: Trump et Poutine sont forcément *clivants*, l'offre culturelle est inévitablement *foisonnante*, un rapport (contre Valérie Dittli, la police lausannoise ou le couple Moretti) est *accablant*, les prix sont *exorbitants*, les mâles *dominants*, tous les projets *innovants*, les discours inspirés et *inspirants*, le réchauffement climatique très *impactant*, une réponse *cinglante*. Pour manifester leur enthousiasme, les plumitifs recourront à *ébouffant, décoiffant, bluffant*; quant à la journaliste critique, elle écrira des pages *dérangeantes, déstigmatisantes* ou *déculpabilisantes*; elle restera *vigilante* face au fascisme *rampant*. Attention! Dieu n'est plus *tout-puissant*; un homme *puissant* est mauvais, mais une *femme puissante* admirable. Les immigrés, réfugiés et demandeurs d'asile sont remplacés par les *migrants* et surtout *les femmes migrantes*. On louera des propos *bienveillants*, des métiers *motivants* ou *épanouissants*. Si un adjectif manque encore de force, on lui adjointra les préfixes *méga* ou *hyper*, *super* étant vieilli: *hypervalorisant, mégastimulant*... Les adjectifs en *-ent* sont moins usités, mais *résilient, éloquent* et *émergent* ne sont pas négligeables.

Tous ces adjectifs dispensent de réflexion et d'attention. On les utilise partout, à tout propos. Ainsi avons-nous entendu un voisin de café dire à une copine: «Tu sais, les vidéos de Crans-Montana

sur le net étaient horribles, vraiment *glacantes*.» Une formation *diplômante* n'est pas nécessaire à la maîtrise du *-ant*.

Pour nous remettre de notre travail *écrasant* de repérage, nous lisons le roman *Un sergent dans la neige* de l'écrivain italien Mario Rigoni Stern, qui raconte son expérience de chasseur alpin incorporé dans la division de montagne Tridentina, sur le front russe, de Noël 1942 à fin janvier 1943. Les adjectifs verbaux y sont rares: *endurant, hésitant, fatigant, suppliant, tremblant*, le froid *mordant*, la barbe *luisante* de givre... Les autres qualificatifs, tout simples, décrivent la nature et les hommes pris dans une misère élémentaire: *immense*, la neige *profonde, blanc*, la nuit *noire, frisquet, gelé, glacé, glacial, dur, vert tendre* (l'herbe imaginée), la mort *froide et verte*, l'aube *grise et livide*, la mitrailleuse et le sac *lourds*, l'arme *enrayée*, des soldats *sales, blessés, affamés, entassés, apathiques, égarés, dépenaillés, débandés, fichus, isolés, ivres, fous, maigres, boiteux, infestés* de poux, *peïnards, rescapés, recroquevillés*, une plaie *purulente, vive* ou *gangrenée, rouge* de sang, *tachée* de terre.

Le peloton *uni* (restez groupés!), la patate bouillie et la polenta rarement *chaudes*, les étoiles *tièdes et tendres*, un vrai lit, les traits d'une jeune fille russe, *déliçats* et *nobles*.

C'était un autre monde.

Jacques Perrin

## Zermatten et les bases spirituelles de notre armée

Nous avons récemment fait une trouvaille intéressante dans une ancienne cabine téléphonique transformée en boîte à livres: *L'Armée Suisse aujourd'hui*, publiée par les Editions S.A. Thoune en 1966. La fine fleur de l'élite militaire de l'époque a collaboré à cet ouvrage; de nombreux officiers généraux ou supérieurs y ont donné leur contribution et la préface est rédigée par le chef du DMF Paul Chaudet. Le texte de ce dernier donne le ton du livre et se conclut ainsi: «Le citoyen suisse est fier d'être soldat. Puisse-t-il également être fier, en tant que soldat, d'être un homme libre, conscient de ses responsabilités et prêt à défendre de son propre gré sa patrie et ses libertés.»

Cependant que les questions militaires sont sur le devant de la scène et que les principes qui fondent, actuellement, la politique de défense suisse ne sont pas aisément identifiables ou compréhensibles, on lit avec profit l'apport du colonel EMG Maurice Zermatten intitulé *Les bases spirituelles de notre armée*.

En introduction, Zermatten écrit que deux millénaires de christianisme nous ont au moins apporté «une insécurité précurseur de tout emploi irraisonné de la force, des remords qui tourmentent la conscience du détenteur d'une victoire inique».

Après avoir exposé que nous n'avons pas une armée de conquête, Zermatten se pose la question suivante: quel sens conserve notre armée? Sa réponse est qu'elle a presque toujours appartenu à notre sens de vie et à nos desseins. Elle a en tout cas incarné le but vers lequel tendit notre Confédération à ses débuts; elle apparaît ainsi justifiée et indispensable aux yeux de tout homme libre. Les gens d'Uri, de Schwyz et d'Unterwald jurèrent de faire face aux attaques menaçantes en s'assistant mutuellement. Ils voulaient seulement rester ce qu'ils étaient; vivre libres et sans ennui sur leur propre sol comme par le passé, maintenir leur ordre communautaire et ne rendre compte de leurs faits et gestes qu'aux juges et autorités indigènes.

L'officier valaisan rappelle que les Confédérés ont épingle la croix du

Christ sur leurs bannières et qu'ils priaient agenouillés avant la bataille. Il mentionne le Covenant de Sem-pach de 1391 qui énonce le principe de base de notre armée, proclamant que la guerre n'est justifiée que si nous sommes obligés par un adversaire. Ce concordat interdit aux soldats de s'en prendre aux femmes et exige par ailleurs le respect des couvents et des églises.

Notre auteur se souvient que Nicolas de Flüe exhortait les hommes de son temps à veiller sur nos libertés, à protéger le pays et au respect du droit en une époque où la tentation de l'aventure incitait à partir en campagne. Zwingli mit lui aussi en garde contre le mercenariat qui lui apparaissait comme une trahison envers notre idéal primitif.

Zermatten écrit qu'à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle la Confédération perd la tête et manifeste des intentions belliqueuses qui se termineront tragiquement à Marignan. L'Helvétie comprendra ensuite qu'elle a fait fausse route.

Le romancier colonel dit que l'honneur exige de nous la fidélité à l'exemple de la grandeur et de l'héroïsme de ceux qui nous ont précédés et qui ont édifié, entre monts et vallées, le foyer qui nous appartient et dans lequel nous vivons comme bon nous semble. Il souligne que, de siècle en siècle, notre armée protège la pérennité de notre indépendance.

En synthèse, l'ancrage chrétien de l'armée suisse lui interdit les abus de puissance et les guerres de conquête. Sa mission est de garantir l'indépendance de la Confédération.

Alors que l'armée a récemment pris pour devise «L'armée suisse défend», celle-ci pourrait sans doute redécouvrir avec intérêt ses origines.

Les bases spirituelles de notre armée telles qu'énoncées par le colonel EMG Zermatten demeurent une boussole dans le contexte actuel. Leur respect est une garantie de la permanence de l'engagement des soldats suisses pour le bien commun de la Confédération.

Xavier Panchaud

## Début de consécration pour les Mosaïques d'Orbe

Nous saluons le crédit d'un million voté le 10 février au Grand Conseil pour une étude de faisabilité sur la mise en valeur du site de Boscéaz. Des projets de valorisation sont pourtant sur la table depuis trente ans. Durant cette période, et même plus, le travail de la petite équipe de Pro Urba a été décisif pour maintenir le site ouvert. Le Can-

ton prend enfin ses responsabilités, mais avec un retard qui n'honore pas le sens du patrimoine du Conseil d'Etat.

Le vote de ce crédit n'est qu'un début. Nous serons attentifs à ce que le projet dépasse le stade de l'étude, et que Pro Urba reste un interlocuteur central de son élaboration. Le patrimoine, même d'envergure internationale comme à Orbe, appartient aussi à sa région. Surtout lorsqu'elle l'a si patiemment couvé.

Fél. M.



## Trois verres ça va, un Vert bonjour les dégâts

Le mois de janvier, que certains esprits chagrins tentent d'associer à la prohibition, à la privation et à l'affliction, restera marqué cette année par cette annonce sensationnelle: le Grand Conseil vaudois va devoir se prononcer sur une éventuelle limitation du taux d'alcoolémie des députés. (On parle ici

sans avoir bu la moindre goutte d'alcool. Et l'on pourrait même en trouver quelques-uns qui votent avec davantage de pertinence après avoir bu quelques verres, lorsqu'ils cessent de distinguer les boutons verts ou rouges. Ceux-là devraient être poussés à boire davantage avant les séances.

## LE COIN DU RONCHON

d'une limite maximale, et non d'une limite minimale.) La demande émane d'un élu Vert et de quelques autres députés d'extrême gauche, qui estiment nécessaire d'encadrer la consommation d'alcool lors des débats parlementaires. Ils accusent certains de leurs collègues de siéger dans un état déplorable qui les empêche de comprendre ce qu'ils votent, ou qui rend leurs propos peu compréhensibles.

L'argumentation est chancelante: il existe des politiciens qui sont parfaitement capables de mal s'exprimer, de ne rien comprendre et de voter faux

Mais les élus Verts (à ne pas confondre avec les socialistes, qui, eux, savent souvent boire convenablement) s'intéressent moins à la pertinence des votes parlementaires qu'à empêcher les vigneronns vaudois d'écouler leur production – jusqu'à les contraindre, en désespoir de cause, à arracher leurs vignes, lesquelles finiront fatalement par être transformées en zones constructibles.

Sachant encore que «le vin est culture», selon l'excellent slogan promu par l'Association suisse du commerce de vins (www.le-vin-est.ch), nous en concluons qu'il faut se méfier. Car, en découvrant que l'écologie consiste à favoriser le bétonnage du territoire au détriment de la culture, nous pourrions presque être tenté de voter Vert.